



Affaire n° : N° RG 21/00433 - N° Portalis DB2C-W-B7F-KW4J à 14h04

ORDONNANCE RELATIVE A UNE DEMANDE DE DEUXIÈME PROLONGATION DE LA RÉTENTION ADMINISTRATIVE

Nous, Ludovic AUDOUY, juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Perpignan, assisté de Estelle CHAMPAVIER, greffier ;

En présence du **PRÉFET DES ALPES MARITIMES**, représenté par M. Michel MEYER ;

Vu l'arrêté préfectoral de placement en rétention administrative du 1er avril 2021 notifié le même jour à 18 heures 30 ;

Vu l'ordonnance du juge des libertés et de la détention prononçant le 3 avril 2021 la prolongation de la rétention administrative pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu la requête du préfet des Alpes-Maritimes du 30 avril 2021 aux fins de prolongation de la rétention administrative, reçue le 30 avril 2021 à 18 heures 17 ;

Le **PRÉFET DES ALPES MARITIMES** a exposé, conformément aux textes susvisés, maintenir dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire l'étranger ci-dessous désigné :

M. Louis YAWAT

né le 24 octobre 1988 à YAOUNDE (CAMEROUN)
de nationalité camerounaise
assisté de Me Clément MURAT, avocat choisi

Il a été rappelé par nos soins à l'intéressé, conformément aux prescriptions de l'article L 552-2 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, que pendant la durée de la rétention dont il fait l'objet, lui sont reconnus les droits mentionnés aux articles L 551-2 et L 551-3 du même Code à savoir :

- droit à l'assistance d'un interprète, d'un conseil et d'un médecin,
- droit de communiquer avec son consulat et une personne de son choix.

DÉBATS :

Le représentant de **M. LE PREFET DES ALPES MARITIMES** a été entendu en ses observations et demandes ;

Monsieur YAWAT a fait l'objet d'un arrêté préfectoral portant OQTF et d'un arrêté de placement en rétention administrative notifiés le 1^{er} avril. Une remise a été demandée aux autorités italiennes. A la suite du refus des Italiens de la demande de réadmission, estimant que le titre de séjour est périmé depuis 5 ans, le 13 avril la préfecture a saisi le consulat du Cameroun à Marseille pour obtenir un laissez-passer consulaire. Le 25 avril, en l'absence de réponse, le consulat été relancé et a répondu, un rendez-vous est prévu le 6 mai. Dans l'attente, je demande la prolongation de la rétention pour une durée de 30 jours.

L'intéressé qui comparaît devant Nous, en présence de son conseil, déclare : Je n'ai rien à dire, je laisse la parole à mon avocat.

Entendu le Conseil en ses observations :

Il y a une erreur de plume sur la requête, il s'appelle YAWAT et non YAMAT. Il n'y a pas la pièce du refus de la réadmission en Italie, dès lors la requête est irrecevable.

Sur le fond, aucune diligence à bref délai. On parle de 3 dates : le refus le 1^{er} avril 2021, une tentative d'identification le 13 avril et une relance le 29 avril. Il y a 12 jours entre le 1^{er} acte et la deuxième diligence de l'administration. Aucune perspective d'éloignement de ce dernier, notamment en raison des restrictions sanitaires et des réponses camerounaises.

Sur la personnalité de monsieur, monsieur est dans une perspective de reconnaissance de son enfant, qu'il a élevé jusqu'à présent. Il voudrait faire enlever la paternité de la personne qui a reconnu son enfant pour le reconnaître par la suite. Il en va de l'intérêt supérieur de l'enfant. Donc il est nécessaire qu'il soit sur le territoire.

Le représentant de la préfecture :

La pièce italienne est bien présente dans le dossier, étant au verso. Les autorités italiennes n'ont pas daté leur refus. Quant au nombre de diligences, on ne peut pas dire que les autorités françaises aient manqué de diligences. Il n'y a pas d'obligation de relancer les autorités camerounaises. Il existe toujours une perspective d'éloignement.

Donc s'il y a du retard, c'est imputable aux autorités camerounaises.

L'avocat de retenu n'a rien à ajouter.

Le ministère public qui a été avisé de la procédure et de l'audience, n'a ni comparu ni adressé d'observations écrites.

DÉCISION :

Dans les pièces transmises par le préfet des Alpes-Maritimes accompagnant sa requête figure notamment le refus des autorités italiennes de réadmettre l'intéressé en Italie. Dès lors la requête du préfet est recevable.

Aux termes de l'article L741-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (nouvelle codification depuis le 1^{er} mai 2021), "Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration exerce toute diligence à cet effet."

En l'espèce, M. Louis YAWAT a fait l'objet le 1^{er} avril 2021 d'un arrêté du préfet des Alpes-Maritimes portant obligation de quitter le territoire français sans délai et a été placé le même jour à 18 heures 30 en rétention administrative. Le 3 avril 2021 le juge des libertés et de la détention a ordonné la prolongation de la rétention administrative dans l'attente d'une réponse des autorités italiennes en vue de la réadmission de l'intéressé en Italie.

Mais il ressort de la requête adressée par le préfet des Alpes-Maritimes que dès le 1^{er} avril 2021 les autorités italiennes ont refusé la réadmission de M. Louis YAWAT. Par ailleurs la préfecture a fait adresser le 13 avril 2021 une demande d'identification aux autorités consulaires camerounaises en vue de la délivrance d'un laissez-passer nécessaire à son éloignement vers le pays d'origine de Louis YAWAT qui est démuné de tout document de voyage. Le 29 avril 2021 une relance a été adressée aux autorités consulaires camerounaises. Finalement les autorités consulaires camerounaises ont indiqué procéder à l'audition du retenu le 6 mai 2021 au consulat du Cameroun à Marseille.

Il apparaît ainsi que la préfecture a attendu 12 jours depuis le refus des autorités italiennes concernant la réadmission de M. Louis YAWAT pour saisir les autorités camerounaises en vue d'obtenir un laissez-passer. Rien ne justifie un tel délai qui est manifestement excessif. L'administration n'a pas été diligente pour mettre à exécution la mesure d'éloignement. Il convient par conséquent de débouter par conséquent le préfet de sa demande de prolongation de la rétention administrative, d'ordonner la mainlevée de la mesure de rétention administrative et la mise en liberté de M. Louis YAWAT.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort,

DECLARONS recevable la requête du préfet des Alpes-Maritimes ;

DEBOUTONS le préfet des Alpes-Maritimes de sa demande de prolongation de la rétention administrative ;

ORDONNONS la mainlevée de la mesure de rétention administrative et la mise en liberté de **M. Louis YAWAT** ;

RAPPELONS à l'intéressé qu'il a l'obligation de quitter le territoire national ;

DISONS que, par application de l'article L 552-6 du CESEDA, la présente ordonnance mettant fin à la rétention de l'intéressé, celle-ci sera immédiatement notifiée au procureur de la République et qu'à moins que ce dernier n'en dispose autrement, il sera maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures et que durant cette période l'étranger peut s'il le souhaite contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter ;

NOTIFIONS à l'intéressé et au préfet des Alpes-Maritimes la possibilité qu'ils ont chacun de faire **appel** de la présente décision, devant le premier président de la cour d'appel de MONTPELLIER (fax : 04.34.08.82.86) dans un délai de **VINGT QUATRE HEURES (24 heures)** à compter de la notification qui leur est faite de son prononcé au moyen d'une déclaration **motivée transmise par tout moyen** au greffe de la cour d'appel de Montpellier et leur notifiions également que l'appel n'est pas suspensif.

Fait à Perpignan le 1^{er} mai 2021

Le greffier



Le juge des libertés et de la détention



Décision notifiée le 1^{er} mai 2021 à 14 heures 32

l'intéressé

l'avocat

Le représentant du préfet

Notifiée au parquet le 1^{er} mai 2021 à 14h37

Le Greffier



Décision du procureur de la République :

- ☒ Ne s'oppose pas à la mise à exécution de cette ordonnance
☐ S'oppose à la mise à exécution de cette ordonnance

Le 1^{er} 5 2021 à 14h46

Signature



Olivia STRAUB
NPR 3